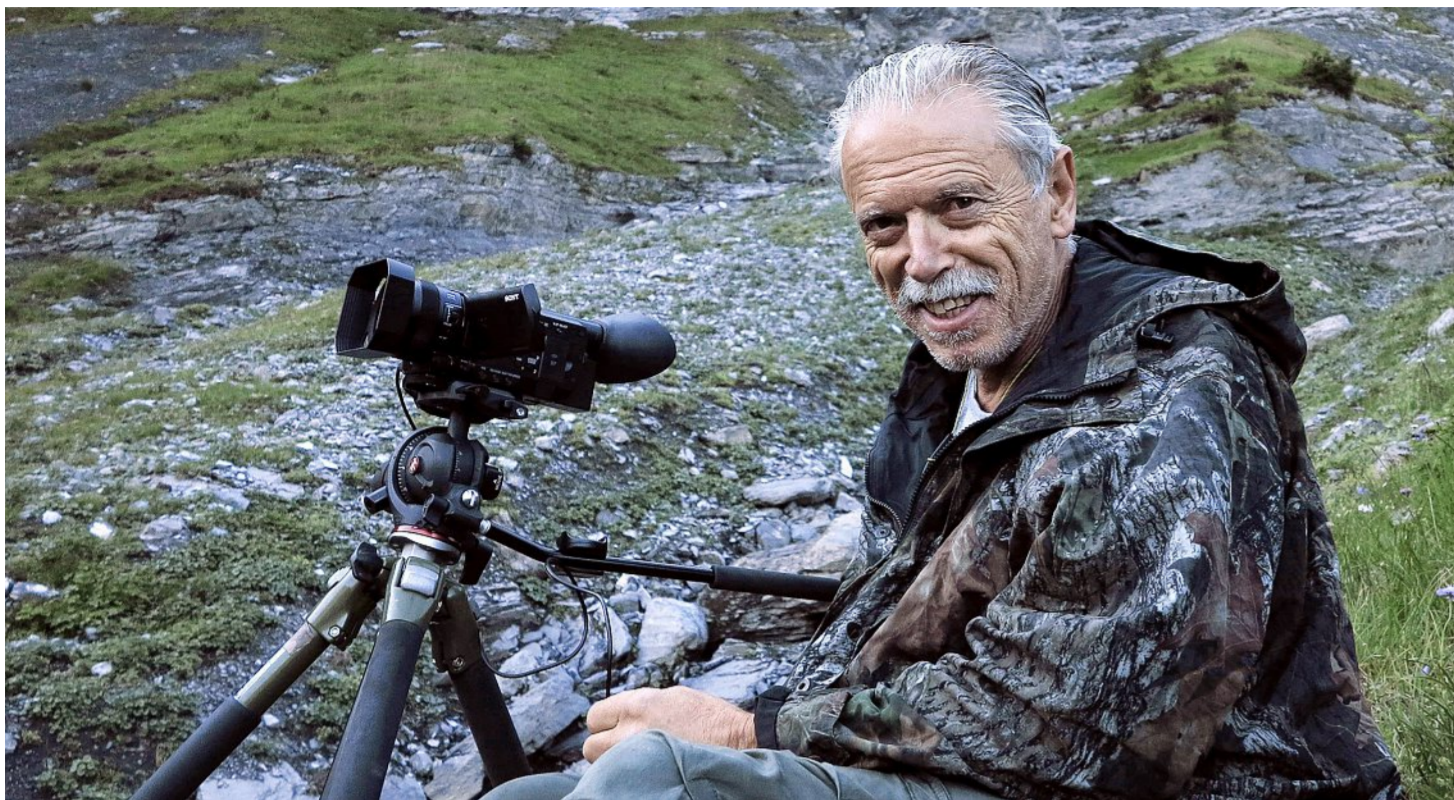


Montreux



Claude Moreillon est à l'affût jour et nuit dans les Préalpes vaudoises. C'est la saison des amours du lynx. CLAUDE MOREILLON/DR

Trente ans d'idylle avec le lynx l'ont rendu humble

Le photographe Claude Moreillon achève un travail sur le félin concerné par le scrutin du 17 mai. Il en tire un livre et un film

Claude Béda

«Partir sur les traces du lynx, c'est comme courir après un fantôme. Il m'a appris l'humilité», sourit Claude Moreillon (71 ans). Le photographe montreuisien passe actuellement de nombreuses nuits en forêt. Il met la dernière main à son film et à son livre sur le superbe fauve, qui vit ces temps sa période de rut. «Par ses feulements, l'animal qui rôde ici appelle une femelle. Il y en a une dans le secteur: j'ai vu des doubles traces. Or, un mâle ne tolère pas d'autres mâles sur son territoire», glisse l'amoureux de la nature.

Son idylle avec le majestueux félin a commencé il y a trente ans, quand il a vu pour la première fois ses grosses empreintes dans la neige des Préalpes vaudoises. Le rêve de l'apercevoir dans son environnement ne l'a jamais quitté depuis. Mais l'aventurier avait déjà pris rendez-vous avec le

grizzli en Alaska et le bœuf musqué dans le Grand Nord.

De retour sur ses hauteurs montreuisiennes, Claude Moreillon a retrouvé il y a cinq ans les traces du prédateur aux oreilles pointues grâce à des poils, des empreintes et des restes de proies, notamment d'un chamois dont il ne restait plus que le crâne. Il a décidé d'installer, en 2017, un piège photographique sur son lieu de passage.

«Ma passion pour ce félin n'a jamais été aussi forte, confie-t-il. Le lynx est surprenant. À mes yeux, c'est le plus mystérieux et le plus bel animal de notre faune sauvage. Aucune autre bête ne m'a autant fait courir les bois. Convaincu de son utilité dans l'écosystème forestier - il tue les chamois et les chevreuils qui mettent en péril les arbres -, je suis préoccupé par son avenir.»

Dix apparitions par an

Placée dans une forêt escarpée à Montreux, sa caméra a enregistré, depuis 2017, une dizaine d'apparitions du lynx chaque année, la dernière datant du 20 février dernier. «Cette méthode du piégeage photographique permet d'avoir en outre une estimation de toutes les espèces qui cohabitent sur le site - j'en ai dénombré une trentaine, dont le tétras-lyre, la chouette chevêche ou le blaireau -, explique le photographe. De plus, la caméra ne nécessite

qu'une présence ponctuelle. Ce qui limite les dérangements pour la faune sauvage.»

Voir le lynx de près

Claude Moreillon a néanmoins eu l'immense bonheur de voir le lynx de près, pour de vrai, le 18 février 2019 à 2 heures du matin, lors d'une veillée au clair de lune. Un privilège rare tant l'ani-

«Le lynx a eu l'audace de venir s'asseoir près de moi sans que je m'en aperçoive. C'est lui qui m'avait suivi!»

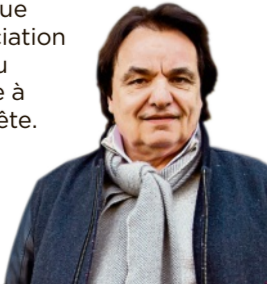
Claude Moreillon
Photographe

mal est farouche et se fond dans le paysage. «J'ai aperçu furtivement une masse sombre. Ce n'est qu'un petit matin que je fus certain de ne pas avoir rêvé. Il avait passé à minute et demi devant la caméra. Il a même eu l'audace de venir s'asseoir à quelques mètres de moi, sans que je m'en aperçoive. J'ai constaté que ses empreintes dans la neige recouvraient les miennes. C'est lui qui m'avait suivi. Bouleversant!»

Bâle

La police disperse une manifestation

Environ deux cents personnes ont pris part, samedi soir, à une manifestation non autorisée de soutien aux réfugiés à Bâle. Selon la police, qui s'est fendue d'un communiqué officiel, des tags ont été faits pendant la manifestation. Les forces de l'ordre ont eu recours au gaz lacrymogène et ont stoppé le cortège. Personne n'a été blessé. Les transports publics ont été perturbés. Les manifestants ont quitté Claraplatz vers 19 h, selon les autorités. Sur leurs banderoles figuraient notamment des appels à la solidarité internationale avec les réfugiés. **ATS**



CHRISTIAN CONSTANTIN

Christian Constantin, qui va construire un chalet de huit appartements à Verbier (VS) sans que l'association n'ait vu la mise à l'enquête.

«Je suis prêt à tout démontrer à Helvetia Nostra»

Saint-Gall

La candidate Verte rate le coche

Le renouvellement du gouvernement a permis, dimanche, d'attribuer cinq sièges sur sept au premier tour. Au côté des quatre sortants, la PDC Susanne Hartmann fait son entrée au Conseil d'État. Sont élus: Bruno Damann (PDC), suivi de Marc Mächler (PLR), Freddy Fässler (PS), Stefan Kölliker (UDC) et Susanne Hartmann (PDC). Ces candidats n'ont pas atteint la majorité: Michael Götte (UDC), Beat Timmer (PLR), Laura Bucher (PS) et Rahel Würlmi (Verts). La candidate écologiste manque la majorité de 13 000 voix. Le second tour se tiendra le 19 avril. **ATS**

Un docu-choc se penche sur les prisons privées

L'experte des droits humains Agnès Callamard dénonce les dérives du système

Des prisonniers battus, soumis à des électrochocs pour les punir de rixes, des injections forcées de tranquillisants, une violence quotidienne exercée par les gardes. Dans leur documentaire «Prison for Profit», présenté à Genève au Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH), les deux cinéastes Femke et Ilse van Velzen ont plongé dans l'univers de la prison privatisée de Manguang, en Afrique du Sud, la deuxième plus grande prison privée du monde. Impossible pour elles d'y entrer, elles ont donc recueilli les témoignages vidéo de gardes et de prisonniers libérés. Elles ont aussi travaillé avec la journaliste Ruth Hopkins, qui a dénoncé en 2013 déjà les dérives dans son livre «Misery Merchants». «Nous avons aussi dû nous entourer d'une large équipe d'avocats, pour éviter les procès après la diffusion du documentaire, explique Ilse van Velzen. Mais franchement, humainement, c'était un film très dur à réaliser.»

Dans leur ligne de mire, la multinationale britannique G4S, qui gère des prisons comme celle de Manguang depuis 2001. Mais G4S n'est que le reflet d'un modèle né aux États-Unis, qui s'est exporté dans le monde entier. «La privatisation pose un problème d'ordre philosophique et politique, explique Agnès Callamard, rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires ou arbitraires au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Est-il appréciable et juste de mettre un prix et un profit sur un prisonnier? Peut-on parler d'un marché de l'emprisonnement? Et, si nous construisons ce marché, quelles en sont les implications sur la réinsertion et la sécurité de notre société? Car si on est une entreprise, on cherche le profit et des parts de marché. Il y aurait des éléments qui prouveraient que ces entre-

prises auraient tout intérêt à garder les prisonniers et à construire de plus en plus de prisons.»

Derrière ces sociétés, l'État est lui aussi pointé du doigt. «En théorie l'État demeure responsable de ce qu'il a délégué, mais en pratique c'est beaucoup plus difficile à mettre en œuvre. La recherche des chaînes de commandement est complexe, les réponses en cas de plaintes sont difficiles. Tout ça crée un flou pratique et juridique en cas de violence ou de mort.»

Lieux de déshumanisation

Aux États-Unis, les scandales liés aux prisons privatisées font réagir. La Californie a promulgué récemment une loi abolissant les prisons privées, accusées de contribuer à un nombre excessif d'incarcérations. Et certains candidats démocrates à la Maison-Blanche en ont fait un de leurs chevaux de bataille. «En revenant en arrière, on ne va pas forcément résoudre le problème. Il existe aussi des problèmes dans les prisons publiques, notamment en France. Aux États-Unis, les prisons ont un aspect social et racial très marqué. Elles sont vétustes, avec un manque total de réinsertion, beaucoup de prisonniers ont des problèmes mentaux. Tout cela doit faire partie de la réflexion.»

Agnès Callamard
Rapporteuse spéciale
du HCDH

La rapporteuse, qui a visité des prisons dans le cadre de son travail, notamment au Salvador, a été frappée par ces lieux de déshumanisation totale. «Les prisons sont le reflet de notre société. Comment gère-t-on les citoyens qui ont violé la loi, quelle politique de réinsertion met-on en œuvre? Et surtout, comment traite-t-on la prison dans ce projet beaucoup plus large de société? Des prisons qui deviennent uniquement des lieux de punition en renvoient une image très négative.»

Virginie Lenk

Le film «Prison for Profit» dénonce les conditions de la plus grande prison privée du monde, en Afrique du Sud. #FIFDH



Les Pakistanaises défilent sous les pierres et bâtons

Des milliers de femmes ont manifesté dimanche dans le pays ultrapatriarcal

Dans une société dominée par les hommes et où les femmes sont encore tuées par balle, au couteau, étrangement, lapidées ou brûlées pour avoir «sali l'honneur» de leur famille, les rares manifestations en faveur des droits des femmes sont généralement mal accueillies. Ce qui n'a pas empêché plusieurs milliers de femmes de défiler dimanche à Islamabad et ailleurs dans le Pakistan ultrapatriarcal, parfois sous les pierres et les bâtons lancés par des opposants.

Parallèlement, une autre marche rassemblait des femmes voilées proclamant leur «liberté de vivre selon la charia». La manifestation prodroits s'est terminée dans un parc, face à la marche «antiféministe» des islamistes, séparée d'elle seulement par une barrière fragile et un cordon de policiers.

«Les femmes au Pakistan sont toujours considérées comme la propriété des hommes», explique une des manifestantes prodroits, Tahira Maryum, 55 ans. De l'autre côté de la barrière, Ismat Khan, 33 ans, les accusait d'être «naïves» et exploitées par «le lobby juif». «Nous sommes libres de mener nos vies selon la charia.» **AFP**

Asie centrale

L'accord de paix de Doha, les Afghans n'y croient pas

Après quasi dix-neuf ans de guerre, le retrait des troupes américaines laisse le champ libre aux talibans

Margaux Benn Kaboul

«À 40 ans, je n'ai connu que la guerre... Et je n'ai aucun espoir de voir un jour la paix.» Au volant de son vieux taxi jaune qui semble, lui aussi, avoir traversé les guerres, Ahmad hausse les épaules, les yeux rivés sur le ballet chaotique de la circulation. Le chauffeur se souvient de l'invasion soviétique de 1979, de la guerre civile qui suivit, du régime tyrannique des talibans de 1996 à 2001 et, enfin, de l'intervention de la coalition internationale. Depuis, les Américains continuent de pilonner des positions talibanes et du groupe État islamique aux côtés des forces afghanes, et les groupes armés commettent des attentats meurtriers jusque dans la capitale.

Alors, cet accord signé le 29 février à Doha, beaucoup d'Afghans n'y prêtent qu'une attention distraite... «Il a été signé entre les Américains et les talibans», relève Nazir, restaurateur dans le centre-ville de Kaboul. «Mais pour nous, le peuple afghan, la situation ne changera pas vraiment... Si les Américains ne sont plus là pour la voir, cela ne veut pas dire que la guerre disparaîtra.» Le conflit, pour lui comme pour de nombreux habitants de la capitale, ne se mesure pas seulement par l'ampleur des opérations militaires en province... «L'économie est dans un état catastrophique, la corruption est endémique, les jeunes ne trouvent pas d'emploi... Et nous, les gérants de boutiques et de restaurants, nous prions chaque jour qu'un attentat ne détruise pas notre établissement.»

«Après tout, tant mieux pour eux!» sourit Hamed, agent de sécurité à l'Université américaine de Kaboul. «Ils ont des familles qui les attendent à la maison. Après presque dix-neuf ans, il est temps que les États-Unis terminent leur



Des forces de sécurité afghanes montent la garde dans une rue de Kaboul, près du lieu de l'attaque de vendredi passé qui a visé un rassemblement politique, premier attentat à Kaboul depuis l'accord de Doha le 29 février. AFP

guerre», continue le trentenaire dans un anglais presque parfait, héritage des années passées avec les forces spéciales américaines.

Des millions sur les routes

Depuis l'intervention internationale qui mit fin au régime taliban en 2001, la guerre a fait au moins 160 000 morts et forcé 2,5 millions de civils à fuir, coûte que coûte, dans les pays voisins ou vers l'Europe. Le président-candidat Donald Trump a par ailleurs fait du retrait des troupes américaines une promesse de campagne, alors que le conflit a coûté au moins 2000 milliards de dollars à ses contributeurs.

Au niveau sécuritaire, le retrait américain effraie pourtant certains Afghans, y compris des responsables des forces de sécurité du pays. Quelques jours à peine après la signature de Doha, et au terme d'une trêve partielle de neuf jours, les talibans se remirent à attaquer les forces afghanes. En réponse, les États-Unis menèrent un raid aérien contre les «insurgés», soutenant qu'ils n'abandonneraient pas leurs

«partenaires afghans»... Malgré les propos rassurants de l'Exécutif américain, de nombreux Afghans soupçonnent les talibans de vouloir profiter du départ des troupes internationales pour s'emparer du pouvoir et imposer à nouveau leur «Émirat islamique».

En outre, ce n'est pas seulement le retrait militaire américain qui inquiète les Afghans... Le 10 mars, une délégation talibane doit rencontrer des représentants de la société afghane afin d'entamer un dialogue... Objectif: évoquer d'éventuelles négociations formelles entre le groupe armé et le gouvernement afghan, une première alors que les talibans ne reconnaissent même pas sa légitimité. Selon toute vraisemblance, un accord de paix - bien qu'encore hypothétique - mènerait au retour au pouvoir, du moins partiel, des talibans.

Déjà, plusieurs anciens responsables gouvernementaux et autres cadres de la société civile avouent être chargés de former des «initiatives» et des «groupes de travail» afin de préparer le terrain poli-

tique en cas d'accord. L'un d'eux raconte ainsi réfléchir «avec des gens à Kaboul et Washington» au devenir de la Constitution afghane. «Il s'agit de définir quels sont les points sur lesquels nous ne transigerons pas, et quels sont ceux sur lesquels nous pourrions, éventuellement, faire quelques concessions», évoque-t-il, sous couvert d'anonymat, dans un bureau du centre-ville de Kaboul. Un nouveau bureau s'est créé au palais présidentiel, chargé d'encourager les investissements étrangers alors que l'aide internationale flétrit déjà... «Une fois les troupes étrangères parties, plus personnes ne s'intéressera à nous, anticipe un responsable. Alors, nous prenons les devants pour que notre économie ne s'écroule pas complètement.»

«C'est le début de la fin», se lamenta Marwa, 23 ans, venue acheter des pâtisseries dans un café branché. «Si les talibans reviennent, est-ce que je pourrai toujours sortir seule et espérer avoir un métier?» se demande cette étudiante au maquillage soigné.

L'accord entre les États-Unis et les talibans est, lui-même, extrêmement vague en ce qui concerne la protection des acquis de ces dix-huit dernières années. Les talibans ne s'engagent en rien à cet égard, et leurs dirigeants répètent, comme un leitmotiv, qu'ils respecteront les droits des femmes «selon les préceptes de l'islam»... Reste à savoir ce que veut ainsi dire le groupe extrémiste, qui souscrit à une interprétation particulièrement stricte du Coran.

Les droits des femmes?

«Bravo Trump!» tweete Rada Akbar. La jeune styliste, très active dans la société civile kabouliote, considère que «le gouvernement américain a livré notre pays à un groupe [...] qui ne croit qu'à la ter-

reur». L'artiste, qui en cette journée internationale des droits des femmes a organisé une exposition intitulée «Superwomen», fait écho aux nombreuses organisations féministes qui craignent qu'un accord avec les talibans puisse compromettre les droits des femmes en échange de la paix.

«C'est le début de la fin», se lamenta Marwa, 23 ans, venue acheter des pâtisseries dans un café branché. «Si les talibans reviennent, est-ce que je pourrai toujours sortir seule et espérer avoir un métier?» se demande cette étudiante au maquillage soigné.

L'accord entre les États-Unis et les talibans est, lui-même, extrêmement vague en ce qui concerne la protection des acquis de ces dix-huit dernières années. Les talibans ne s'engagent en rien à cet égard, et leurs dirigeants répètent, comme un leitmotiv, qu'ils respecteront les droits des femmes «selon les préceptes de l'islam»... Reste à savoir ce que veut ainsi dire le groupe extrémiste, qui souscrit à une interprétation particulièrement stricte du Coran.

Chine

Le bilan de l'effondrement d'un hôtel s'alourdit

L'effondrement d'un hôtel réquisitionné comme lieu de quarantaine contre le coronavirus, dans l'est de la Chine, a fait au moins dix morts, a indiqué dimanche le Ministère chinois des situations d'urgence. Sur 71 personnes prises au piège samedi au moment du sinistre, 48 ont été sorties des décombres, dont dix sans vie, et 23 personnes sont toujours recherchées, a précisé le ministère. Un précédent bilan avait fait état de six morts. **AFP**

Poursuite fatale

Gibraltar Deux trafiquants de drogue présumés sont morts au large de l'enclave britannique au large de l'Espagne, dimanche, lors d'un choc de leur zodiac avec un bateau de la police royale. **AFP**

Meurtre reconnu

France Après des années de déshonneur, le tueur en série Michel Fourniret a reconnu l'enlèvement et le meurtre d'Estelle Mouzlin, disparue à 9 ans, en 2003, en Seine-et-Marne. **AFP**

Royaume-Uni

Les luxueuses vacances de Boris Johnson

Une commission parlementaire britannique a ouvert une enquête sur les luxueuses vacances au Caraïbes du premier ministre, Boris Johnson, afin de déterminer qui les a payées. Dans sa déclaration d'intérêts en tant que député, Boris Johnson a indiqué que ces vacances d'une valeur de 15 000 livres (18 350 francs) lui avait été offertes par l'homme d'affaires David Ross, un donateur du Parti conservateur. **AFP**

France

Un ado blessé dans une manifestation de «gilets jaunes»

Une enquête a été ouverte et confiée à l'Inspection générale de la police nationale à la suite de la blessure d'un adolescent de 16 ans lors d'une manifestation de «gilets jaunes» samedi à Lyon. Le jeune homme, qui souffre d'une fracture de la mâchoire, a été opéré dimanche. Ses parents, qui ont porté plainte, avaient critiqué samedi l'attitude des forces de l'ordre qui ont gêné, selon le père, l'arrivée des secours. **AFP**

Il a dit

«Hé, la Grèce! Je te lance un appel... Ouvre tes portes également et libère-toi de ce fardeau»

Recep Tayyip Erdogan

Le président turc est attendu lundi en Belgique pour évoquer la crise migratoire



RECEP